

ARRETE

N° 311 / 2025

Objet : Entreprise LA CIME ELAGAGE – Travaux d'élagages, avenues de Grenoble et du Grand Champ, place du Village, rues des Alouettes, du Berger, de la Liberté, du Jouffrey, du Loup, de Rampeau, des Nalettes, et de la Saulne à Seyssins, du 2 février au 1^{er} mars 2026.

Je soussigné, Fabrice HUGELE, Maire de la ville de Seyssins,

Vu les articles L.2212-2 ainsi que L.2213-1 à L.2213-6 Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,

Vu les articles L.411-1, R.417-10, L.325-1 à L.325-15 et R.325-1 à R.325-52 du Code de la Route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Considérant la demande reçue le 26 décembre 2025 par l'entreprise LA CIME ELAGAGE sise 936 route du Vicaire 38650 SAINT MICHEL LES PORTES, sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux d'élagages, avenues de Grenoble et du Grand Champ, place du Village, rues des Alouettes, du Berger, de la Liberté, du Jouffrey, du Loup, de Rampeau, des Nalettes, et de la Saulne à Seyssins,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement sur la commune de Seyssins, dans l'intérêt de la sécurité publique,

ARRETE

Article 1 : Autorisation

L'entreprise LA CIME ELAGAGE est autorisée à effectuer des travaux d'élagages, avenues de Grenoble et du Grand Champ, place du Village, rues des Alouettes, du Berger, de la Liberté, du Jouffrey, du Loup, de Rampeau, des Nalettes, et de la Saulne à Seyssins, dans le respect des prescriptions administratives et techniques prévue par le présent arrêté.

Article 2 : Durée

La présente autorisation est valable du 2 février au 1^{er} mars 2026.

Article 3 : Prescriptions techniques particulières

- a) L'accès aux riverains et secours seront maintenus pendant toute la durée des travaux.
- b) La signalisation réglementaire temporaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise.
- c) Tout stationnement au droit du chantier sera interdit et considéré comme gênant pendant toute sa durée.

- d) Le permissionnaire ne devra en aucun cas porter atteinte à la propreté ni à la sécurité de l'espace public.

Article 4 : Signalisation

Les signalisations réglementaires conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation (Livre I – 8ème partie) seront mises en place, entretenues et déposées par l'entreprise chargée des travaux, sous contrôle des services techniques de la mairie de Seyssins. L'arrêté sera affiché sur le chantier.

Article 5 : Fourrière

Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un procès-verbal. Les véhicules gênants pourront être mis en fourrière sur décision des autorités compétentes, conformément à l'article R.417-10 et aux articles R.325-12 et suivants du Code de la route.

En cas de pose de panneaux d'interdiction de stationner, le permissionnaire devra en informer la police municipale au 04 76 70 53 51, au moins 8 jours avant le début des travaux, afin de permettre le constat préalable et l'engagement des procédures nécessaires.

Article 6 : Responsabilité

En cas de déversements, de salissures ou de dépôts de déchets, le permissionnaire pourra faire l'objet de sanctions et sera tenu pour responsable de la remise en état immédiate des lieux.

En cas de dégradations résultant des travaux de l'entreprise ou de perturbations constatées pour les usagers, le bénéficiaire de l'autorisation devra procéder sans délai à la remise en état du domaine public ou à l'adaptation de ses installations, selon les prescriptions de l'autorité compétente.

Article 7 : Publicité

La présente autorisation sera notifiée au permissionnaire et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant Le Maire de Seyssins. Cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Article 9 : Exécution

Le directeur général des services de la commune de Seyssins, les services municipaux, la gendarmerie de Seyssinet-Pariset, la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'entreprise LA CIME ELAGAGE.

En mairie, le 29 décembre 2025.

Le Maire,

Fabrice HUGELE



Certifié exécutoire par le Maire.

Compte-tenu de l'affichage le : 30/12/2025